

OBJET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES
AU PROFIT D'ASSOCIATIONS
(activités d'accompagnement scolaire,
haltes garderies, centres de loisirs, mercredis jeunesse,
sociales, sportives et périscolaires -interclasse-)

La Commune est sollicitée par des associations afin de mettre à leur disposition des locaux scolaires pour des activités périscolaires, socioculturelles et sportives, mercredis jeunesse, haltes garderies et centres de loisirs.

Pour les actions relatives aux centres de loisirs, mercredis jeunesses et haltes garderies, la mise à disposition de locaux scolaires s'effectuera au profit des associations ayant sollicité au préalable un local auprès de la Commune et qui sont titulaires des agréments délivrés par la Protection Maternelle Infantile et la Direction de la Jeunesse et des Sports.

Pour les autres activités relevant des domaines du périscolaire, socioculturel, éducatif et sportif, les associations sollicitant des locaux scolaires pour leur activité devront être à jour des pièces réglementaires liées au fonctionnement des associations du type Loi de 1901 (tenue des Assemblées Générales, projet d'actions...).

S'agissant des associations menant des activités sportives, elles devront produire les agréments sportifs spécifiques validés par la Direction de la Jeunesse et des Sports.

Toutefois, les actions menées par l'ensemble de ces associations ne devront pas relever du secteur concurrentiel ou marchand.

La durée de mise à disposition est liée à l'année scolaire 2008/ 2009 pour les activités liées au périscolaire (pause méridienne).

Pour les activités socioculturelles, éducatives, sportives, haltes garderies, mercredis jeunesse et centres de loisirs, la mise à disposition sera consentie pour l'année civile et budgétaire, soit jusqu'au 31 décembre 2009.

Les associations bénéficiant de cette prestation de la part de la Commune devront faire apparaître ces mises à disposition en subvention « avantage en nature », au titre de leur compte de résultat.

La liste des associations est jointe en annexe 1 ainsi que la convention-type de mise à disposition en annexe 2. Les associations préciseront en annexe de la convention de mise à disposition les horaires d'occupation, le nombre de salles, les espaces communs occupés ainsi que l'effectif du public accueilli.

Par conséquent, je vous demande :

- d'approuver, la mise à disposition de locaux scolaires aux associations référencées à l'annexe 1 pour des activités périscolaires, socioculturelles, éducatives et sportives, mercredis jeunesse, haltes garderies et centres de loisirs ;

Rapport n° 08/9-15

- d'autoriser le Maire à signer les conventions de mise à disposition, conformément à l'annexe 2, avec les associations référencées à l'annexe 1 ;
- d'autoriser le Maire à faire procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

 LE MAIRE
Gilbert ANNETTE

**OBJET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES
AU PROFIT D'ASSOCIATIONS
(activités d'accompagnement scolaire,
haltes garderies, centres de loisirs, mercredis jeunesse,
sociales, sportives et périscolaires -interclasse-)**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu l'article 1er du Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la Loi n° 84-610 du juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu la Délibération n° 08/2-01 du Conseil Municipal en séance du 10 avril 2008 portant délégations du Conseil Municipal au Maire conformément à l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 08/9-15 du Maire ;

Vu le rapport de BAREIGTS Ericka, 2ème Adjointe, présenté au nom des Commissions 1° Affaire Générale / Entreprise Municipale, et 2° Projet Educatif Global ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Approuve la mise à disposition de locaux scolaires aux associations référencées l'annexe 1 pour des activités d'accompagnement scolaire, haltes garderies, centres de loisirs, mercredis jeunesse, sociales, sportives et périscolaires (interclasse).

ARTICLE 2

Autorise le Maire à signer les conventions de mise à disposition des locaux, conformément à l'annexe 2, avec les associations référencées à l'annexe 1.

Délibération n° 08/9-15

ARTICLE 3

Autorise le Maire à faire procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le



LE MAIRE

Gilbert ANNETTE

ACTIVITES PERISCOLAIRES/ SOCIOCULTURELLES/ EDUCATIVES ET SPORTIVES

page 1/6

ASSOCIATION DES PARENTS ET DES ESCRIMEURS DU CERCLE D'ESCRIME DE JOINVILLE	ECOLE ELEMENTAIRE DE JOINVILLE	ESCRIME
ASSOCIATION DIONYSIENNE D'AUJOURD'HUI	ECOLE ELEMENTAIRE LES BADAMIERS	
ASSOCIATION POUR LA RENAISSANCE DES TRADITIONS (ART)	ECOLE ELEMENTAIRE DAMASE LEGROS	DANSE ET MUSIQUE
A NOUT SAUCE	ECOLE ELEMENTAIRE CANDIDE AZEMA	ACTIVITES CULTURELLES
ASSOCIATION PROXIMA	ECOLE ELEMENTAIRE ALAIN LORRAINE ECOLE ELEMENTAIRE LES EGLANTINES ECOLE ELEMENTAIRE LES BAIES ROSES	PAUSE MERIDIENNE

AUTRES

ASSOCIATION FREDERIC LEVAVASSEUR	ECOLE MATERNELLE LA PROVIDENCE	ACTIONS PASSERELLES
OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	PRIMAIRE PRIMA	KIOSQUE A JOURNAUX
ORIAPA (Organisation Réunionnaise d'Information et d'Aide Personnes Agées et retraitées)	ELEMENTAIRE DE CHAMP-FLEURI	PAUSE MERIDIENNE ECHANGES INTER- GENERATIONNELS

**MERCREDIS JEUNESSE,
HALTES GARDERIES ET CENTRES DE LOISIRS**

page 2/ 6

Associations	Ecoles	Activités
CASE DU CHAUDRON	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE HERBINIERE LEBERT MATERNELLE ET ELEMENTAIRE LES BADAMIERS MATERNELLE ET ELEMENTAIRE LES TAMARINS ELEMENTAIRE MICHEL DEBRE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DAMASE LEGROS PRIMAIRE PHILIBERT COMMERSON	MERCREDI JEUNESSE HALTE GARDERIE CENTRES DE LOISIRS PAUSE MERIDIENNE
COMITE REGIONAL SPORT ADAPTE	ELEMENTAIRE CANDIDE AZEMA	CENTRES DE LOISIRS
FOYER DES JEUNES DE JOINVILLE	ELEMENTAIRE JOINVILLE MATERNELLE LES FLAMBOYANTS PRIMAIRE ANCIEN THEATRE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE CENTRALE MATERNELLE GISELE CALMY ELEMENTAIRE LEON DIERX	HALTE GARDERIE MERCREDI JEUNESSE CENTRES DE LOISIRS

**MERCREDIS JEUNESSE,
HALTES GARDERIES ET CENTRES DE LOISIRS**

page 3/ 6

Associations	Ecoles	Activités
SAINT-DENIS ENFANCE	PRIMAIRE APPLICATION BELLEPIERRE	HALTE GARDERIE MERCREDI JEUNESSE CENTRE DE LOISIRS
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE LES BAIES ROSES	
	ELEMENTAIRE ET MATERNELLE LES BANCOULIERS	
	PRIMAIRE PITON BOIS-DE-NEFLES	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE BOIS-DE-NEFLES	
	PRIMAIRE BORY DE SAINT-VINCENT	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE BOUVET	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE LES BRINGELLIERS	
	PRIMAIRE BRULE	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE LES CAMELIAS	
	ELEMENTAIRE CANDIDE AZEMA A ET B	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DE CHAMP-FLEURI	

**MERCREDIS JEUNESSE,
HALTES GARDERIES ET CENTRES DE LOISIRS**

page 4/ 6

Associations	Ecoles	Activités
SAINT-DENIS ENFANCE	ELEMENTAIRE PHILIBERT COMMERSON	HALTE GARDERIE MERCREDI JEUNESSE CENTRE DE LOISIRS
	ELEMENTAIRE DOMENJOD	
	MATERNELLE LES COCOTIERS	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE LES EGLANTINES	
	ELEMENTAIRE GABRIEL MACE	
	MATERNELLE GISELE CALMY	
	PRIMAIRE GRAND CANAL	
	PRIMAIRE HENRY DUNANT	
	MATERNELLE FRANCOISE MOLLARD	
	MATERNELLE LES TULIPIERS	
	MATERNELLE AURORE	
	MATERNELLE SOURCE	
	MATERNELLE LA MONTAGNE 8EME	
	MATERNELLE MONTGAILLARD	
	MATERNELLE PETITE-ILE	

**MERCREDIS JEUNESSE,
HALTES GARDERIES ET CENTRES DE LOISIRS**

page 5/ 6

Associations	Ecoles	Activités
SAINT-DENIS ENFANCE	MATERNELLE LES RUBIS	HALTE GARDERIE MERCREDI JEUNESSE CENTRE DE LOISIRS
	ELEMENTAIRE LES TOPAZES	
	ELEMENTAIRE PHILIPPE VINSON	
	PRIMAIRE PRIMA	
	MATERNELLE LA PROVIDENCE	
	ELEMENTAIRE RAYMOND MONDON	
	ELEMENTAIRE JULES REYDELLET A ET B	
	MATERNELLE RIVIERE II	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE RUISSEAU BLANC	
	ELEMENTAIRE SAINT-BERNARD	
	MATERNELLE LA MONTAGE 15E	
	PRIMAIRE LES AFFOUCHES	
	MATERNELLE ET ELEMENTAIRE SAINT-FRANCOIS PK 7	
	MATERNELLE VAUBAN	
	MATERNELLE YLANG-YLANG	

**MERCREDIS JEUNESSE,
HALTES GARDÉRIES ET CENTRES DE LOISIRS**

page 6/ 6

Associations	Ecoles	Activités
CLUB ANIMATION PREVENTION	ELEMENTAIRE DAMASE LEGROS ELEMENTAIRE ALAIN LORRAINE ELEMENTAIRE GABRIEL MACE ELEMENTAIRE JULES REYDELLET B ELEMENTAIRE CANDIDE AZEMA	CENTRES DE LOISIRS
COLLECTIF DE LA BRETAGNE	PRIMAIRE PHILIBERT COMMERSON PRIMAIRE BORY DE SAINT-VINCENT	CENTRES DE LOISIRS
CASE BELLEVUE	PRIMAIRE MAXIME LAOPE	CENTRES DE LOISIRS
RACING CLUB DE SAINT-DENIS	ELEMENTAIRE EUDOXIE NONGE	CENTRES DE LOISIRS

Vu par le Conseil Municipal de Saint-Denis
en séance du 13 décembre 2008
et annexé à la Délibération n° 08/9-15



LE MAIRE


 Gilbert ANNETTE

CONVENTION 2009 N°

Entre

la COMMUNE DE SAINT-DENIS

Hôtel de Ville

97717 Saint-Denis Messag Cedex 9

représentée par son Maire en exercice, Monsieur Gilbert ANNETTE,

d'une part,

et

(nom en conformité à la déclaration au JO)

(adresse du siège social)

représentée par son Président en exercice, Monsieur (Madame) NOM et Prénom

d'autre part,

Vu l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu l'article 1er du Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006) ;

Vu la Délibération n° 08/2-01 du Conseil Municipal en séance du 10 avril 2008 portant délégations du Conseil Municipal au Maire conformément à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport	du Conseil Municipal du	(Budget Primitif)
Vu le rapport	du Conseil Municipal du	(Décision Modificative éventuelle)
Vu le rapport	du Conseil Municipal du	(Budget supplémentaire éventuel)
Vu le rapport	du Conseil Municipal du	(Convention)
Vu le rapport	du Conseil Municipal du	(Avenant)

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV.

Article 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation de la Commune de Saint-Denis à la mise en œuvre de l'action suivante :

Article 2 - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association propose de mener un programme d'activités intitulées :

selon un programme d'actions joint en annexe en conformité avec ses statuts.

Article 3 - ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Compte tenu de l'intérêt des actions proposées à l'article 2 de la présente convention, la Commune de Saint-Denis accorde son soutien à l'Association, pour la mise en œuvre du programme proposé, selon les modalités ci-après :

mise à disposition de locaux scolaires, conformément au document joint en annexe.

Article 4 - MODALITES DE PAIEMENT

Cette mise à disposition est effectuée à titre précaire et gracieux. Toutefois, l'Association devra faire apparaître la mise à disposition en subvention en nature dans sa comptabilité annuelle. Les bilans comptables devront être envoyés avant le 31 décembre à la Commune afin d'être annexés au compte administratif.

Article 5 - CLAUSES PARTICULIERES

1) Conditions générales

- Les locaux et voies d'accès sont mis à disposition de l'Association qui devra les restituer en état.
- L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.
- L'utilisateur effectuera le nettoyage des pièces et la remise en place des mobiliers. Il assurera la fermeture des locaux, ainsi que l'extinction des lumières.

2) Dispositions relatives à la sécurité et à l'hygiène

a) Interdiction de fumer

Conformément au Décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006, une interdiction totale de fumer est prévue dans les espaces collectifs et lieux de travail.

b) Préalablement à l'utilisation des locaux, l'organisateur reconnaît :

- * avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, ainsi que des consignes particulières ou spécifiques, et s'engage à les respecter ;
- * avoir constaté avec le (la) représentant(e) de la Commune et le (la) Directeur (Directrice) d'Ecole l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires et issues de secours.

c) Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'organisateur s'engage :

- * à contrôler les entrées et les sorties des participants ;
- * à faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- * à ne pas modifier les installations électriques par des branchements particuliers ;
- * à ne pratiquer aucune activité commerciale ;
- * à prévenir l'Homme de Cour (où il y en a un) de l'Ecole de tout événement particulier ou dysfonctionnement pouvant survenir pendant les périodes d'occupation ;

- * à vérifier que la circulation et le stationnement des véhicules soient interdits dans l'enceinte de l'Ecole.

d) Etat des lieux et remise des clés

- * L'Association prendra l'attache du (de la) Directeur (Directrice) d'Ecole pour effectuer un état des lieux d'entrée et de sortie.
- * L'association communiquera par écrit à la Direction du Projet Educatif Global de la Commune (12 Rue de l'Europe, Parc de la Trinité, Montgaillard, 97400 Saint-Denis) le nom du (de la) responsable des centres et des dépositaires des clés, ainsi que leurs numéros de téléphone où ils (elles) peuvent être joint(e)s en cas d'urgence.

Cette clause devra être mise en œuvre avant le début des activités périscolaires ; à défaut, l'article 6 de la présente convention sera appliqué.

Article 6 - DUREE DE LA CONVENTION - MODIFICATION - RESILIATION

Toute modification du contenu de la présente convention pendant sa durée de vie, fera l'objet d'un avenant.

La présente convention est consentie et acceptée pour la durée de l'année civile et budgétaire. A son terme échu, celle-ci ne pourra être renouvelée tacitement.

En cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 7 - MODALITES DE CONTROLE

Conformément au Décret Loi du 30 octobre 1935 et au Décret Loi du 2 mai 1938, la collectivité locale se réserve le droit d'exercer des opérations de contrôle sur les modalités d'exécution de la présente convention.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Règlement n° 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux Comptes inscrit auprès de la Cour d'Appel lorsqu'elle enregistre plus de 153 000,00 € de recettes publiques.

L'Association fera son affaire des divers impôts et taxes dont elle est redevable par le fait de ses activités, sans que la Commune puisse avoir à se substituer à elle en cas de défaillance de sa part. Elle s'engage en outre à être en règle avec les caisses percevant les cotisations sociales et les services fiscaux concernés par son activité.

L'Association s'engage à constituer un dossier composé des documents suivants qui sera mis à la disposition de la Commune de Saint-Denis :

pour l'aspect juridique

- statuts de l'association,
- liste de ses Administrateurs,
- récépissé de dépôt de la déclaration,
- copie de la publication au JO,

- procès verbal de la dernière Assemblée Générale ;
- copie d'agrément (CLAS),
- copie d'agrément Jeunesse et Sport (CLSH et mercredis jeunesse),
- copie d'agrément PMI (haltes d'enfants et mercredis jeunesse) ;

pour le contrôle financier

- budget prévisionnel,
- bilan des trois derniers exercices,
- compte de résultat des trois derniers exercices,
- bilan d'activités de chaque action financée.

Article 8 - ASSURANCE

L'Association souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile tant au niveau de ses activités qu'au niveau des risques locatifs pour les immeubles mis à sa disposition.

L'Association paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Commune de Saint-Denis puisse être mise en cause. Elle devra justifier, à chaque demande, de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

L'Association s'engage à la signature de la présente convention de nous transmettre copie de sa police d'assurance.

Nom de l'assureur

Contrat n° (copie du contrat à joindre à la présente convention)

Article 9 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation de la Commune par, au minimum, l'apposition des armoiries de Saint-Denis.

Article 10 - LITIGES

Les éventuels litiges nés de l'exécution des termes conventionnés feront l'objet d'une recherche de règlement amiable. Au cas où cette procédure s'avérerait infructueuse, les litiges liés au non respect de la présente convention par l'une ou l'autre des parties seront portés devant le Tribunal Administratif compétent au regard de la Commune de Saint-Denis.

Fait en deux exemplaires originaux,
A Saint-Denis, le

Le (La) Président(e) de l'Association

**Le Maire
de la Commune de Saint-Denis**

Gilbert ANNETTE